



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 11 – 5 juillet au 20 juillet 2023

Sommaire

Fait marquant

- Le gouvernement a signé le *Mansion House Compact* avec neuf fonds de pensions britanniques qui s'engagent à investir au moins 5 % dans des actions non cotées d'ici à 2030

Economie numérique et régulation

- La *Competition and Markets Authority* a annoncé examiner un nouveau projet soumis par *Microsoft* pour le rachat d'*Activision Blizzard*
- La *Competition and Markets Authority* a ouvert une enquête approfondie dans le cadre du rachat de *Figma* par *Adobe*

Télécommunications et réseaux

- Le directeur général de *British Telecom* va quitter son poste au cours des douze prochains mois

Données et intelligence artificielle

- Le Royaume-Uni a officiellement obtenu le statut de membre associé auprès du *Global Cross Border Privacy Rules Forum*
- Le député travailliste Darren Jones estime que le plan gouvernemental de régulation de l'IA est insuffisant
- L'*Ada Lovelace Institute* estime dans un rapport que le plan gouvernemental de régulation de l'IA présente des « lacunes importantes »
- Pour *Google*, l'IA pourrait stimuler l'économie britannique à hauteur de 400 Md£ d'ici 2030
- Au Conseil de Sécurité des Nations Unies, le ministre des affaires étrangères britannique a appelé à la coopération internationale pour une IA sécurisée

Spatial

- Le Royaume-Uni occupe la troisième position mondiale en termes d'opérations d'investissement dans les technologies spatiales

Ecosystème tech

- Le gouvernement a annoncé que le *South Yorkshire* serait la première « *Investment Zone* » du pays

🔗 Fait marquant : Le gouvernement a signé le *Mansion House Compact* avec neuf fonds de pensions britanniques qui s'engagent à investir au moins 5 % dans des actions non cotées d'ici à 2030

Le 10 juillet, le Chancelier de l'Echiquier Jeremy Hunt a [annoncé](#) la signature d'un pacte – le *Mansion House Compact* – avec les neuf plus grands fonds de pension britanniques, qui sur une base volontaire, s'engagent à investir au moins 5 % de leur « fonds par défaut » (fonds à cotisations définies), dans des actions non cotées de *start-ups* et de *scale-ups* d'ici à 2030. Le pacte ne comporte pas d'obligation d'investir dans des entreprises britanniques. Le gouvernement estime que cette initiative pourrait débloquer jusqu'à 50 Md£ d'actifs d'ici à 2030 si tous les régimes de ce type au Royaume-Uni s'engageaient à respecter l'accord et permettre aux épargnants d'avoir des rendements plus élevés – en contrepartie d'un risque plus élevé néanmoins. Le Royaume-Uni possède le plus grand marché des retraites par capitalisation d'Europe, d'une valeur de plus de 2 500 Md£. Jusqu'à présent, ces fonds investissaient 0,5 % de leurs actifs dans les sociétés non cotées – contre 9 % aux Etats-Unis et 4 % en Australie - ce qui limitait les fonds disponibles pour ces entreprises. Le gouvernement serait désormais en pourparlers avec la *British Business Bank* (banque publique de soutien à l'investissement privé) pour explorer le rôle qu'elle pourrait jouer dans la création d'un véhicule qui recevrait les capitaux de tiers - dont ceux des fonds de pension – pour les investir dans des entreprises à fort potentiel. Cette annonce a été globalement bien [accueillie](#) par les acteurs du secteur technologique. Jeegar Kakkad, de l'Institut Tony Blair, a toutefois déclaré à [Sifted](#) que le plan du gouvernement n'a pas le sens de l'urgence dont le Royaume-Uni a besoin et considère la cible de 2030 comme trop éloignée.

🌐 Economie numérique et régulation

1 La Competition and Markets Authority a annoncé examiner un nouveau projet soumis par Microsoft pour le rachat d'Activision Blizzard

Le Competition Appeal Tribunal est en charge de traiter de l'appel de Microsoft contre la décision de la Competition and Markets Authority (autorité de concurrence britannique – CMA) d'annuler le rachat d'Activision Blizzard par l'entreprise. Le tribunal a annoncé [suspendre](#) la procédure pour deux mois, à la demande des parties, qui souhaitent plus de temps afin de régler leur différend à l'amiable. La CMA a [accepté](#) d'examiner un nouveau projet d'accord soumis par Microsoft et a ouvert une nouvelle enquête. L'avocat de la CMA a [déclaré](#) que « sur la base des discussions menées jusqu'à présent, les deux parties sont convaincues que la notification par Microsoft d'une transaction restructurée est en mesure de répondre aux préoccupations identifiées par la CMA ». La décision de la CMA est intervenue le jour même de la validation de l'opération par la US Federal Court, qui, selon l'avocat de la CMA, ne serait pas liée au réexamen de l'accord par l'autorité britannique. L'avocat de Microsoft a [déclaré](#) que « le Royaume-Uni est le seul obstacle à la conclusion (de l'accord) ».

2 La Competition and Markets Authority a ouvert une enquête approfondie dans le cadre du rachat de Figma par Adobe

La Competition and Markets Authority (autorité de concurrence britannique – CMA) a [ouvert](#) une enquête approfondie dans le cadre de l'opération de rachat de Figma - une entreprise proposant un logiciel de design collaboratif - par Adobe pour un montant de 15,2 Md£. La CMA avait estimé que l'opération était susceptible de nuire à la concurrence dans le domaine de la conception numérique et avait donné aux entreprises un délai d'une semaine pour proposer des solutions afin d'atténuer les risques, mais elle a estimé que ces solutions ne permettaient pas de répondre à ses préoccupations. La CMA se prononcera à nouveau sur les suites qu'elle entend donner à l'opération d'ici le 27 décembre prochain.

📡 Télécommunications et réseaux

1 Le directeur général de *British Telecom* va quitter son poste au cours des douze prochains mois

Philip Jansen, le directeur général de *British Telecom* (BT), a annoncé qu'il quittera ses fonctions à la tête du groupe au cours des douze prochains mois. Le Président du groupe, Adam Crozier, a déclaré « *Philip a fait un excellent travail depuis qu'il est à la tête de BT et le conseil d'administration soutient pleinement la stratégie à long terme que lui et son équipe poursuivent* ». Kester Mann, directeur de la consommation et de la connectivité chez *CCS Insight*, a déclaré à [UKTN](#) que « *M. Jansen avait l'air d'être sur un terrain de plus en plus instable chez BT. Les actions de l'entreprise ont presque été divisées par deux depuis qu'il a pris ses fonctions début 2019* ». Pendant le mandat de M. Jansen, BT a dû faire face à l'injonction du gouvernement de démanteler les infrastructures *Huawei* de son réseau, qui, selon les estimations, aurait coûté 500 M£ à l'entreprise. Au-delà des télécommunications, BT a augmenté son activité de soutien à l'innovation.. M. Jansen avait annoncé en mai son intention de supprimer jusqu'à 55 000 emplois d'ici à 2030, en invoquant la nécessité d'alléger l'activité et la perspective de pouvoir tirer parti de l'impact de l'intelligence artificielle sur la productivité. Le conseil d'administration devra désormais nommer son successeur.

🌐 Données et intelligence artificielle

1 Le Royaume-Uni a officiellement obtenu le statut de membre associé auprès du *Global Cross Border Privacy Rules Forum*

Le gouvernement britannique a [annoncé](#) avoir formellement obtenu le statut de membre associé au sein du [Global Cross Border Privacy Rules \(CBPR\) Forum](#). Le CBPR vise à développer un système de certification des transferts internationaux de données pour les entreprises et à renforcer l'interopérabilité des cadres nationaux de protection des données. Le gouvernement britannique a déclaré que ce nouveau statut ouvrait la voie à une collaboration plus étroite sur les flux internationaux de données avec les pays membres de l'organisation (les États-Unis, le Canada, le Mexique, le Japon, la République de Corée, les Philippines, Singapour, Taïwan et l'Australie). Le Ministre en charge des données et de l'infrastructure

numérique britannique, Sir John Whittingdale, estime qu'il s'agit d' « *une étape importante dans la mise en place d'un système pratique et fonctionnel pour les transferts de données à l'échelle mondiale* ». Le système de certification du CBPR est concurrent de la certification RGPD délivrée par l'Union européenne. En avril dernier, le Royaume-Uni avait accueilli une réunion du CBPR à Londres visant à explorer la manière dont ce système pouvait être renforcé pour fonctionner en parallèle avec les régimes de confidentialité des données des différents pays.

2 Le député travailliste Darren Jones estime que le plan gouvernemental de régulation de l'IA est insuffisant

Dans une [interview](#) donnée à *UKTN*, le député travailliste Darren Jones – qui préside le *Business and Trade Committee* à la Chambre des communes - a qualifié « *d'insuffisant* » le plan de régulation de l'IA du gouvernement, notamment en raison de sa « *dépendance excessive* » à l'égard de régulateurs ne disposant pas des ressources nécessaires. Il a déclaré ne pas partager l'optimisme du Premier ministre selon lequel l'*AI White Paper* - publié en mars - permettrait au gouvernement de réaliser son ambition de devenir le chef de file de la sécurité de l'IA au niveau mondial. Il a également déploré le « *manque de coordination formelle* » entre les régulateurs au R-U. Le député qualifie l'approche européenne d'« *admirable* » dans la mesure où elle cherche à « *anticiper les risques futurs* » et à « *empêcher qu'ils ne se produisent* ». Il n'est toutefois « *pas convaincu qu'un législateur soit réellement capable de comprendre les risques futurs* » de l'IA et de définir les mesures d'atténuation qui seraient nécessaires pour s'en prémunir efficacement. Il estime ainsi que l'approche européenne pourrait nuire à l'innovation en interdisant des nouvelles technologies ou en introduisant des exigences de conformité excessives pour atténuer les risques futurs. M. Jones pense qu'il est encore temps pour le Royaume-Uni d'adopter une approche « *qui tiendrait compte à la fois de l'innovation et de l'évaluation des risques* ». Concernant son impact sur le marché du travail, le député estime que l'IA permettrait probablement d'« *améliorer la productivité* » sans nier toutefois les risques de pertes d'emplois à court terme. Interrogé par *UKTN* sur son intérêt pour un poste ministériel au sein du *Department for Science, Innovation and Technology*, en cas de victoire du parti travailliste aux prochaines élections, le député a déclaré qu'il serait « *ravi d'être ministre dans un gouvernement travailliste* ».

3 L'Ada Lovelace Institute estime dans un rapport que le plan gouvernemental de régulation de l'IA présente des « lacunes importantes »

Dans son dernier [rapport](#) « *Regulating AI in the UK* », l'Ada Lovelace Institute estime que l'AI White Paper - publié par le gouvernement en mars dernier - présente des « lacunes importantes » et qu'il ne répond pas aux besoins de l'industrie et des consommateurs :

- le fait de s'appuyer sur les régulateurs et la législation existants pourrait, dans de nombreux cas, ne pas protéger les personnes contre les préjudices identifiés. Le think-tank recommande ainsi la création d'un « médiateur de l'IA » chargé de répondre aux besoins des personnes affectées par l'IA ;
- la gestion de l'IA nécessiterait de nombreuses ressources. L'institut demande ainsi que les régulateurs concernés bénéficient d'un financement « considérablement » accru ;
- l'institut estime que le calendrier gouvernemental qui prévoit une mise en œuvre du plan gouvernemental dans un an est trop lent et qu'il faudrait agir plus rapidement.

Michaël Birtwistle, directeur associé de l'institut, a déclaré que les efforts du R-U pour mettre en place une coordination internationale étaient « bienvenus » mais que le gouvernement devrait « renforcer ses propositions nationales de réglementation s'il veut être pris au sérieux en matière d'IA et réaliser ses ambitions mondiales ».

4 Pour Google, l'IA pourrait stimuler l'économie britannique à hauteur de 400 Md£ d'ici 2030

L'[Economic Impact Report](#) - publié annuellement par Google - prévoit que l'impact de l'IA au Royaume-Uni pourrait :

- stimuler l'économie à hauteur de 400 Md£ d'ici 2030 ;
- permettre au travailleur britannique moyen d'économiser plus de 100 heures de travail par an ;
- permettre aux médecins généralistes et aux enseignants qui utilisent l'IA pour des tâches administratives d'économiser globalement environ 700 000 heures de travail par an ;
- si les secteurs de la santé et de l'éducation utilisaient massivement l'IA, au moins 8 Md£ de dépense publique pourraient être économisés.

5 Au Conseil de Sécurité des Nations Unies, le ministre des affaires étrangères britannique a appelé à la coopération internationale pour une IA sécurisée

Le 18 juillet, James Cleverly, le ministre des affaires étrangères britanniques a appelé à une coopération mondiale pour le développement de modèles sécurisés d'IA lors d'un [discours](#) à l'occasion de la première séance d'information de conseil de sécurité de l'ONU - dont le Royaume-Uni assure la présidence au cours du mois de juillet - sur le thème de l'IA. Le Royaume-Uni souhaite accueillir un sommet mondial sur la sécurité de l'IA à l'automne prochain dont les contours doivent encore être définis par le gouvernement.

Spatial

1 Le Royaume-Uni occupe la troisième position mondiale en termes d'opérations d'investissement dans les technologies spatiales

Selon un [rapport](#) de *Seraphim Space* - un fonds spécialisé dans le financement d'entreprises spatiales *early-stage* -, le Royaume-Uni se classerait à la troisième place mondiale en termes d'opérations d'investissement dans les technologies spatiales au cours des douze derniers mois, derrière les Etats-Unis et la Chine. Le rapport comptabilise 39 opérations au R-U, 64 en Chine et 165 aux Etats-Unis. En ce qui concerne le montant des investissements, le Royaume-Uni se classe également troisième avec 237,6 M£, derrière la Chine avec 296,5 M£, et les États-Unis avec 1,68 Md£. Pour Maureen Haverty, vice-présidente de *Seraphim Space*, « le secteur de l'investissement spatial commence à montrer des signes encourageants de reprise après les creux de 2022 ».

Ecosystème tech

1 Le gouvernement a annoncé que le *South Yorkshire* serait la première « *Investment Zone* » du pays

Jeremy Hunt, le Chancelier de l'Echiquier, a [dévoilé](#) que le *South Yorkshire* serait la première « *Investment Zone* » du pays. La région bénéficiera à ce titre d'un financement privé de 80 M£ pour la mise en œuvre de projets de R&D dans le secteur de la « fabrication avancée » (processus innovants de fabrication de produits à haute valeur ajoutée), délivré

conjointement par *Boeing*, *Spirit AeroSystems* et le centre de recherche sur la fabrication avancée de l'université de *Sheffield*. Le gouvernement estime que cette initiative devrait permettre de créer 8 000 emplois et de générer 1,2 Md£ de financements privés d'ici 2030 dans les régions de Sheffield, Rotherham, Doncaster et Barnsley. En mars, M. Hunt a dévoilé son projet de créer 12 zones d'investissement autour des universités. Le secteur technologique avait largement salué cette initiative.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 5 et 20 juillet 2023 :

- [ChipFlow](#), *Semiconductors* (start-up développant des logiciels en *open source* pour les entreprises développant des puces personnalisées), [Pre-Seed Round, 1,2 M£](#)
- [Delta g](#), *Quantum* (entreprise développant des capteurs quantiques destinés à cartographier le sous-sol de la Terre), [Pre-Seed Round, 1,5 M£](#)
- [Distil.ai](#), *AI* (start-up développant un logiciel aidant les entreprises à comprendre le comportement de leurs clients en ligne), [Seed Round, 1,1 M£](#)
- [Immersive Fox](#), *AI* (entreprise créant des vidéos de micro-apprentissage générées par l'IA à partir de texte), [Seed Round, 2,8 M£](#)
- [Kinnu](#), *AI* (entreprise développant un moteur d'apprentissage basé sur l'intelligence artificielle), [Seed Round, 5M£](#)
- [Isometric](#), *CleanTech* (entreprise développant une plate-forme avec un registre d'élimination du carbone), [Seed Round, 25 M£](#)
- [Huq Industries](#), *Data* (start-up fournissant des données aux collectivités locales, agents immobiliers et aux commerçants), [Série A, 4 M£](#)
- [Optalysys](#), *AI* (start-up développant des puces de cryptage quantique), [Série A, 21 M£](#)
- [Prolific](#), *AI* (start-up développant un logiciel permettant aux chercheurs de recueillir des données de qualité pour développer leurs modèles d'IA), [Série A, 25 M£](#)
- [Tenpoint Therapeutics](#), *BioTech* (entreprise développant une plate-forme de médecine régénérative pour traiter les maladies oculaires dégénératives), [Série A, 54M£](#)
- [Raft](#), *AI* (entreprise développant une plate-forme logistique intelligente automatisant les procédures douanières), [Série B, 23,3 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

- [Sylvera](#), *CleanTech* (entreprise développant des outils basés sur l'apprentissage automatique pour fournir des données aux entreprises sur les crédits carbone), [Série B, 44 M€](#)
- [Tandem](#), *FinTech* (entreprise se présentant comme la « banque numérique verte »), [Venture Round, 20 M€](#)
- [OrganOx](#), *MedTech* (entreprise produisant des dispositifs de transplantation hépatique), [Venture Round, 25 M€](#)

